TUNISIE

Ben Ali annonce sa candidature pour un cinquième mandat

Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a annoncé hier sa candidature à l'élection présidentielle de 2009 pour un cinquième mandat de cinq ans.

«Oui, pour être votre candidat à l'élection présidentielle de 2009», a-t-il dit dans un discours à l'ouverture du 5e congrès du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, au pouvoir). Le président a été ovationné par des milliers de militants du parti.

Le comité central du RCD, qui avait désigné M. Ben Ali en février 2007 comme candidat à un nouveau mandat, avait renouvelé son appel à postuler le 15 juillet lors d'une réunion du comité sortant. Le RCD l'avait exhorté à «continuer de conduire la Tunisie sur la voie du progrès et de la propérité».

«En toute fierté, je vous dis (que) je serai constamment fidèle à mes engagements envers vous. Avec autant de fierté je vous réponds : oui pour être votre candidat», a répété M. Ben Ali acclamé par des milliers de militants au milieu de youyous de femmes de son parti dans une salle archi-comble décorée de drapeaux en rouge et blanc de la Tunisie. Au pouvoir depuis 1987, le président tunisien devrait être réélu en 2009 pour ce cinquième mandat consécutif qui a été rendu possible par un amendement de la Constitution approuvé par référendum en 2002. Cet amendement avait déjà permis à M. Ben Ali d'être réélu en 2004 avec 94,49% des voix exprimées, face à trois concurrents de l'opposition parlementaire modérée.

La Constitution modifiée supprimait la limitation à trois au maximum du nombre de mandats successifs, fixait l'âge limite à 75 ans pour la fonction de président et lui accordait l'immunité pénale à vie. M. Ben Ali, 72 ans en septembre, est arrivé au pouvoir le 7 novembre 1987 en déposant pour cause de «sénilité» l'ancien président Habib Bourguiba, dont il était le Premier ministre.

Dans son discours, il a rejeté les critiques d'une partie de l'opposition radicale qui réclame le pouvoir. «Quant aux rumeurs qui circulent, de temps à autre, concernant l'alternance à la tête du pouvoir, je tiens à rappeler (...) que la question et d'ores et déjà tranchée par la Constitution», a-t-il dit. M. Ben Ali a fait adopter récemment une loi exceptionnelle pour permettre à certains opposants de postuler à la présidence, une clause les exemptant du parrainage par 30 élus au moins.

Une autre clause de l'amendement oblige tout postulant à la présidence du pays à être aussi le dirigeant élu de son parti depuis au moins deux ans, ce qui de fait écarte le seul candidat déclaré jusqu'ici, Ahmed Néjib Chebbi, fondateur du Parti démocratique progressiste (PDP) dont il n'assure plus la direction.

M. Chebbi, qui revendique régulièrement une alternance au pouvoir, a dénoncé une «loi sur mesure» pour l'exclure de la course.

PAKISTAN

Cinq soldats pakistanais et 25 rebelles tués dans le nord-ouest

L'armée pakistanaise a perdu cinq hommes hier et tué plus de 25 combattants rebelles lors de combats dans la vallée de Swat, dans le nord-ouest du Pakistan et imposé un couvre-feu dans la région, a annoncé un porte-parole de l'armée.

Une bataille de cinq heures s'est engagée après l'attaque d'un poste de contrôle à Sarbanda par des combattants islamistes obéissant à un chef religieux dont le mouvement, proche des talibans et d'Al-Qaïda, a été interdit, le Maulana Fazlullah, a indiqué le major Mohammad Farooq.

Soixante-dix combattants islamistes ont attaqué le poste de contrôle situé dans le district de Swat, selon un communiqué de l'armée qui ajoute que l'«attaque a été repoussée avec succès» faisant 25 morts parmi les rebelles.

Deux officiers pakistanais et trois soldats ont été tués au cours des affrontements, ajoute le communiqué.

Les combats sont intervenus au lendemain de l'enlèvement par les talibans pakistanais de trente membres des forces de sécurité dans un poste de police de la même vallée de Swat.

L'armée a imposé un couvre-feu «jusqu'à nouvel ordre» en réponse à la montée de la violence, a également annoncé M. Farooq. Selon des résidents, la plupart des marchés et des centres commerciaux de la vallée ont été fermés. L'armée a également chassé des combattants du principal poste de police du district de Matta, après avoir pilonné leurs positions, a-t-il également indiqué. Le poste de police avait été récemment capturé par les rebelles. Dans des incidents distincts, des combattants islamistes ont détruit par le feu une école pour filles à Swat, ont indiqué des responsables. Ils ont également fait exploser un hôtel dans la seule station de ski pakistanaise de Malam Jabba, située dans la vallée, hôtel déjà incendié le mois dernier.

Ali Bakhat, un porte-parole des talibans, a jugé le bilan avancé par l'armée «exagéré» ajoutant que plusieurs combattants avaient été blessés.

L'armée avait lancé en octobre 2007 une vaste offensive et avait chassé les rebelles de la plus grande partie de la vallée de Swat. Les représentants provinciaux du nouveau gouvernement issu des législatives de février avaient signé en mai un accord de paix dans le district de Swat avec des combattants réputés proches des talibans afghans et d'Al-Qaïda. Mais cet accord n'a jamais été réellement mis en œuvre.

Le Premier ministre pakistanais, Yousuf Raza Gilani, a assuré lundi dernier le président George W. Bush de son engagement à combattre le terrorisme, alors que le gouvernement américain s'alarme que son allié n'en fasse pas assez contre les incursions en Afghanistan et contre Al-Qaïda.

«Nous sommes résolus à combattre ces extrémistes et ces terroristes qui détruisent le monde et le rendent moins sûr», a dit M. Gilani à l'issue d'entretiens avec M. Bush dans une période de crispations entre Washington et Islamabad.

Le Premier ministre pakistanais Yousuf Raza Gilani a également appelé les Etats-Unis à ne pas agir «unilatéralement» contre les militants islamistes dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan, proches de la vallée de Swat. Le spécialiste des armes chimiques d'Al-Qaïda, Midhat Mursi al-Sayid Umar, aurait été tué lundi dernier dans les zones tribales du Pakistan par un tir de missiles probablement d'origine américaine.

ZIMBABWE

Deux opposants tués depuis le début du dialogue, selon le MDC

L'opposition zimbabwéenne a accusé hier le parti au pouvoir d'avoir tué deux opposants la semaine dernière en dépit de la tenue de négociations entre les deux camps en Afrique du Sud.

«La violence et les meurtres continuent malgré le dialogue», écrit le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) dans un communiqué. «Deux militants du MDC ont été tués la semaine dernière par des partisans de la Zanu-PF», l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique, ajoute l'opposition.

Selon le MDC, ces nouveaux morts portent à 122 le bilan des morts depuis les élections générales de la fin mars, où le régime du président Robert Mugabe avait essuyé un sérieux revers.

Une militante du MDC, Fungisai Ziome, a été enlevée le 23 juillet et son corps «mutilé et violé» a été retrouvé le 26 juillet dans un champ de maïs dans la province du Mashonaland (centre), selon le communiqué. L'autre victime, Kingsley Muteta, un agent de police, a été attaqué «par un groupe de 12 sympathisants de la Zanu-PF» à Mudzi, également dans la province rurale du Mashonaland. Il est mort samedi dernier à l'hôpital, selon le MDC.

Le MDC et la Zanu-PF ont entamé la semaine dernière sous l'égide de la médiation sud-africaine, des discussions sur une formule de partage du pouvoir au Zimbabwe, paralysé depuis la réélection controversée du président Mugabe, fin juin. Le cadre du dialogue impose aux deux parties de condamner les violences.

«Ces morts montrent qu'il n'y a aucune sincérité de la part de la Zanu-PF», assène le MDC. Le dialogue est suspendu depuis deux jours.

Malgré les assurances du président sud-africain Thabo Mbeki et de son homologue zimbabwéen, selon lesquels les pourparlers se déroulent «bien», le MDC a évoqué une «impasse», notamment sur le rôle proposé à son chef, Morgan Tsvangirai, dans un éventuel gouvernement d'union.

LIBAN

Le Hezbollah appelle l'ONU à agir contre les agressions israéliennes

Le Hezbollah libanais a appelé, hier, les Nations unies à intervenir hier «fermement» pour mettre un terme aux agressions israéliennes contre l'espace et les eaux territoriales du Liban.

«L'ennemi israélien a intensifié ses violations de l'espace et des eaux territoriales du Liban, particulièrement ces derniers jours et cela constitue une escalade inacceptable», indique un communiqué du Hezbollah.

«Les Nations Unies et les autorités libanaises sont appelées à condamner ces violations répétitives et à agir fermement pour y mettre fin», poursuit le texte.

Le Hezbollah a, en outre, déploré le fait que ces «violations se fassent au vu» de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul). De son côté, un responsable de l'armée libanaise a confirmé l'intensification des violations israéliennes contre le territoire libanais. «Il y eut une intensification des violations par terre, mer et air ce mois-ci et l'aviation israélienne survolait une centaine de fois par jour le territoire libanais», a-t-il déclaré. Ces agressions constituent une violation de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU qui a mis fin en août 2006 à l'agression israélienne contre le Liban.

SOMALIE

Madrid recherche avec Paris des alliés pour la force anti-piraterie

Le gouvernement espagnol est à la recherche, avec Paris de pays partenaires pour participer à une "force navale multinationale" pour lutter contre la piraterie au large de la Somalie, ont déclaré mercredi les ministres de la Défense des deux pays à Madrid.

S'exprimant à l'issue d'un entretien bilatéral, la ministre espagnole Carme Chacon a indiqué: "Notre volonté est qu'il y ait le plus de pays possible" dans cette force avec "différents pays européens en plus de l'Espagne et la France" ainsi que "d'autres pays qui ont des intérêts dans la zone".

Le ministre français Hervé Morin a déclaré pour sa part que Paris "était favorable à cette initiative espagnole dans le cadre d'un exercice qui doit être au minimum européen, sinon international".

Le but de la force sera de "prévenir" les actes de piraterie auprès des bateaux de pêche et navires marchands près des côtes somaliennes, a précisé Mme Chacon.

La représentante espagnole n'a pas fourni de date pour le déploiement de la force. "Nous travaillons pour que ce déploiement se fasse le plus rapidement possible", a-t-elle indiqué, suggérant une mise en oeuvre avant la fin de l'actuelle campagne de pêche en octobre.

Cette initiative correspond à la mise en oeuvre de la résolution 1816 du

Conseil de sécurité de l'ONU adoptée le 2 juin qui permet l'entrée de navires de guerre dans les eaux territoriales somaliennes pour traquer des pirates.

Les eaux de ce pays de la Corne de l'Afrique sans pouvoir central depuis plus de 17 ans, sont considérées comme les plus dangereuses du monde. De nombreux actes de pirateries y sont enregistrés contre des navires occidentaux. Fin avril, un navire de pêche espagnol, Playa de Bakio, a été attaqué et son équipage séquestré pendant six jours avant d'être libéré. Selon des informations de presse, l'armateur aurait déboursé 750.000 euros pour la libération. Auparavant, des pirates avaient pris en otages 30 personnes sur le voilier de luxe français Le Ponant dans le Golfe d'Aden. Une partie de la rançon versée avait été récupérée et six pirates capturés lors d'une opération militaire française